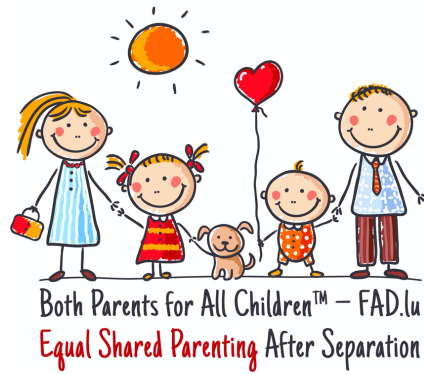




FAD - Fathers Against Discrimination a.s.b.l.
"Both Parents for All Children™"
29, Boulevard Prince Henri
L-1724 Luxembourg
Luxembourg

Luxembourg, le 31 Mars 2020

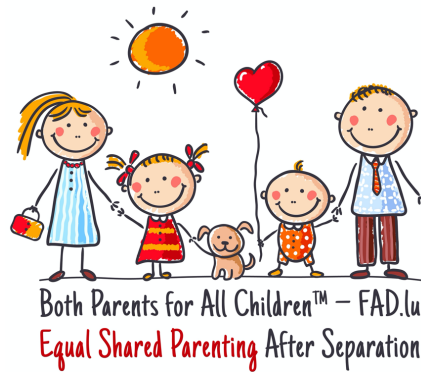
Tribunal d'arrondissement de Luxembourg
L'honorable Bâtonnier François KREMER
Bâtiments TL, CO, JT
Cité judiciaire
L-2080 Luxembourg
Luxembourg

A l'honorable M. KREMER,

Un Règlement grand-ducal adopté le 18 mars 2020 a institué des mesures restrictives dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus (Mémorial A165). Le 20 mars 2020, un nouveau Règlement grand-ducal a été adopté modifiant le Règlement grand-ducal du 18 mars. Le nouveau Règlement grand-ducal autorise explicitement tout déplacement nécessaire à l'exercice du droit de visite et d'hébergement ainsi qu'à l'exercice des résidences alternées, tels que fixés suivant accord entre les parties ou par décision de justice.

En dépit de l'adoption du Règlement grand-ducal du 20 mars 2020, FAD - Fathers Against Discrimination a.s.b.l. reçoit des informations selon lesquels l'un des parents séparés refuse à l'autre l'exercice de ses droits en utilisant Covid-19 comme prétexte.

Comment est-ce possible? Apparemment, une copie d'une lettre d'un juge récemment envoyée aux membres du barreau de Luxembourg est utilisée par certains parents et leurs avocats pour enfreindre des décisions des tribunaux luxembourgeois.



Compte tenu des défis auxquels le Luxembourg est actuellement confronté et des difficultés auxquelles nous devons tous faire face, tant individuellement qu'en famille, une initiative comme celle citée ci-dessous, envoyée par un juge en tant que lettre adressée aux avocats praticiens du droit de la famille au Luxembourg, doit être considérée comme une action hautement inappropriée. Les suggestions et interprétations personnelles figurant dans la correspondance semblent justifier des actes illégaux de rétention de la garde des enfants d'une manière qui va à l'encontre de décisions de la justice, utilisant l'état d'urgence comme prétexte. Nous sommes en position de savoir que de tels actes ont déjà lieu.

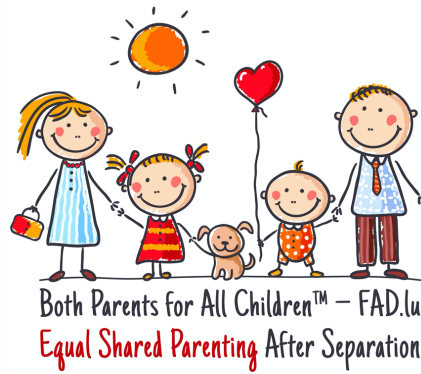
Non seulement cette lettre méconnaît les dispositions du Règlement grand-ducal du 20 mars, selon lesquelles déplacement est explicitement autorisé aux fins de l'exercice du droit de visite et d'hébergement ainsi que de l'exercice des résidences alternées, tels que fixés suivant accord entre les parties ou par décision de justice. À moins que nous ayons mal lu les intentions de l'auteur, le message suggère également de refuser aux enfants leurs droits à la vie familiale en ces temps difficiles et à l'accès à l'autre parent jusqu'à ce que «nous aurons tous retrouvé la normalité». Cela peut pratiquement signifier que le comportement illégal de certains parents peut perdurer pour une période indéterminée, puisque nous ne savons tout simplement pas quand est-ce que la situation actuelle arrivera à son terme.

En outre, étant donné qu'au Luxembourg, après la séparation des parents, plus de 90% des tuteurs «principaux» avec domicile enregistré des enfants sont attribués aux mères, les suggestions personnelles incluses dans la lettre sont un signe clair de discrimination sur la base du sexe.

L'approche qui méconnaît systématiquement le principe d'égalité de traitement lors des audiences concernant la garde d'enfants devant les tribunaux luxembourgeois enfreint plusieurs instruments juridiques internationaux, notamment la Convention européenne des droits de l'homme et la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CNUDE). La convention adoptée en 1989 avec le Luxembourg la ratifiant en 1993. La convention dont le 30e anniversaire a été fièrement célébré par des responsables luxembourgeois le 20 novembre 2019.

Le paragraphe crucial de la lettre envoyée aux avocats praticiens du droit de famille, membres du barreau de Luxembourg:

<< Il est impérieux pour les parents de faire de l'auto-inspection sur la santé psychique de leurs enfants et sur leurs disponibilité pour les garder personnellement : on n'est pas un mauvais parent si on admet que l'autre est la première personne de référence d'un enfant, respectivement plus à même de sécuriser l'enfant (...)



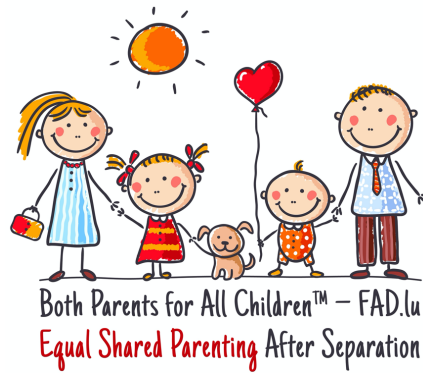
Si les parties ne trouvent pas une solution l'enfant doit selon moi être remis au parent auprès duquel se trouve la résidence habituelle, le second parent étant dédommage une fois que nous aurons tous retrouvé la normalité. Par ailleurs, les contacts Facetime ou similaire sont impérieux. >>

Avec tout le respect témoigné à votre noble fonction,

Board Members of the Association & Members
FAD - Fathers Against Discrimination a.s.b.l.



"Mir wëlle bleiwe wat mir sinn an mir kënnen e Beispill fir den Rescht vun Europa sinn." -
- "Nous voulons rester ce que nous sommes et nous pouvons devenir un exemple pour le reste



English version

FAD - Fathers Against Discrimination a.s.b.l.
"Both Parents for All Children™"
29, Boulevard Prince Henri
L-1724 Luxembourg
Luxembourg

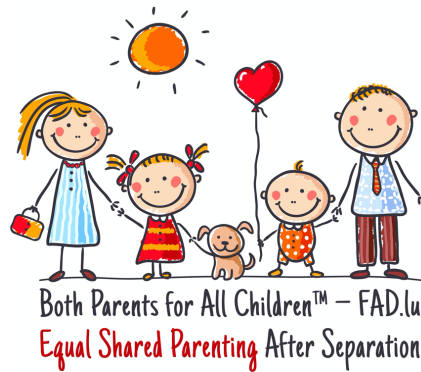
31 March, 2020 Luxembourg

Tribunal d'arrondissement de Luxembourg
Bâtonnier Mr. François KREMER
Bâtiments TL, CO, JT
Cité judiciaire
L-2080 Luxembourg
Luxembourg

Dear Mr. KREMER,

A Decree (Règlement grand-ducal) adopted on 18 March 2020 established restrictive measures as part of the action against the coronavirus pandemic (Mémorial A165). On 20 March 2020 a new Règlement grand-ducal was adopted amending the Règlement grand-ducal of 18 March. The new Règlement grand-ducal explicitly allows circulation in order to fulfil legal obligations relating to children custody, visitation rights and alternate residence (résidences alternées) as those rights have been established by virtue of agreement between the parties (parents) or by Court judgment.

Despite the above FAD – Fathers Against Discrimination a.s.b.l. receives reports of separated parents in Luxembourg according to which the other parent denies them the exercise of their rights using Covid-19 as pretext.



How is this possible? Apparently a copy of a letter from a Judge recently sent to members of the Luxembourg Bar is being used by some parents and their lawyers to violate Luxembourg court decisions.

Considering the challenges Luxembourg is currently facing as a country and the difficult times we are all going through, individually and as families, an attempt of any Judge like the one quoted below sent as a collective message to family lawyers in Luxembourg is to be considered as a highly inappropriate overstepping. Suggestions and personal interpretations included in the correspondence seem to justify illegal acts of withholding children custody in a way that runs counter Court judgments using the state of emergency as pretext. We know that such acts are already taking place.

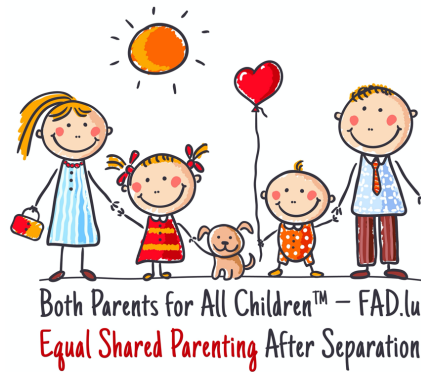
The letter not only ignores the provisions of the Règlement grand-ducal of 20 March, according to which circulation is explicitly allowed for the purposes of fulfilling legal obligations relating to children custody as these obligations arise from agreements or Court judgments. Unless we have misread the intentions of the author the message also suggests to deny children their rights for family life in these difficult times and access to the other parent until the things “return to normality”. This in practical terms can mean for indefinite time as we simply do not know how long the current situation may last.

Furthermore, considering that in Luxembourg following separation of parents over 90% “primary” custodies with registered address of children are assigned to mothers, the personal suggestions included in the letter are clear sign of gender bias.

The approach that continuously denies equal treatment of fathers during custody hearings in Luxembourg Courts violates number of international legal instruments including the European Convention on Human Rights and United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC). The convention adopted in 1989 with Luxembourg ratifying it in 1993. The Convention which 30th Anniversary was proudly celebrated by Luxembourg officials on 20 November 2019.

Quoted paragraph (in French) from the letter sent by a high ranked Luxembourg official to Luxembourg family lawyers:

<< Il est impérieux pour les parents de faire de l'auto-inspection sur la santé psychique de leurs enfants et sur leurs disponibilité pour les garder personnellement : on n'est pas un mauvais parent si on admet que l'autre est la première personne de référence d'un enfant, respectivement plus a même de sécuriser l'enfant (...)



Si les parties ne trouvent pas une solution l'enfant doit selon moi être remis au parent auprès duquel se trouve la résidence habituelle, le second parent étant dédommage une fois que nous aurons tous retrouvé la normalité. Par ailleurs, les contacts Facetime ou similaire sont impérieux. >>

English translation of the paragraph:

"It is imperative for the parents to make self-inspection on the psychological health of their children and on their availability to keep them personally: one is not a bad parent if one admits that the other is the first reference person of a child, or more in a position to keep the children in a safe environment (...)

If the parties do not find a solution, the child should, in my opinion, be handed over to the parent with whom the habitual residence is located, with the second parent being compensated once we have all returned to normality. Furthermore, Facetime or similar contact is imperative."

Most respectfully,

Board Members of the Association & Members
FAD - Fathers Against Discrimination a.s.b.l.



"Mir wëlle bleiwe wat mir sinn an mir kënnen e Beispill fir den Rescht vun Europa sinn." -
- "We want to remain what we are and we can be an example for the rest of Europe."